

**Arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UD11/66-C1-2025-026
autorisant la société La Languedocienne et ses Vignerons à poursuivre l'exploitation de
son installation classée pour la protection de l'environnement
sise sur la commune d'Argeliers**

**LE PRÉFET DE L'AUDE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination du préfet de l'Aude ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2023-069 en date du 11 septembre 2023 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2025 n° DPPPAT-BCI-2025-004 confiant la suppléance du poste de secrétaire général de la préfecture de l'Aude, sous-préfet de Carcassonne ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 (tours aéroréfrigérantes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1185 (fluides frigorigènes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2910 (installations de combustion) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Vu l'arrêté du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu le récépissé octroyant le bénéfice des droits acquis en date du 15 janvier 1995 pour une production annuelle de 130 000 hl sous la rubrique 2251 de la nomenclature des installations classées;

Vu le récépissé octroyant le bénéfice des droits acquis en date du 18 janvier 2019 relatif à une installation d'une puissance de 2,2 MW relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2007-11-1754 du 29 juin 2007 autorisant la SCA La Languedocienne et ses Vignerons à exploiter ses installations de vinification et de traitement des eaux résiduaires sur le territoire de la commune d'Argeliers ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire N° DREAL-UD11/66-C1-2022-068 du 6 janvier 2023 autorisant la société La Languedocienne et ses Vignerons à poursuivre l'exploitation de son installation classée pour la protection de l'environnement sise sur la commune d'Argeliers ;

Vu la demande en date du 20 décembre 2023, relative à une demande d'aménagement de la hauteur de garde des bassins de traitement des effluents ;

Vu le porter à connaissance en date du 8 avril 2024 relatif aux modifications apportées sur son exploitation ;

Vu les documents complémentaires en date du 19 octobre 2024 relatifs à l'unité REUT et le porter à connaissance en date du 26 mars 2025 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 28 mars 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 27 mars 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence de remarque de l'exploitant sur le projet d'arrêté le 28 mars 2025 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la cave existe depuis 1933 et qu'elle bénéficie des droits acquis pour les installations construites avant 1993 ;

Considérant que les nouvelles installations construites depuis 2012 sont soumises aux prescriptions techniques fixées par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

Considérant que la hauteur de garde dans les bassins doit être limitée afin de garantir toute absence de risque de débordement dû à des conditions climatiques locales, de limiter la génération d'odeurs et de favoriser le rendement évaporatoire des bassins ;

Considérant que l'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté préfectoral et n'a pas émis d'observations le 28 mars 2025 ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : MODIFICATIONS DE L'ARRÊTÉ DU 6 JANVIER 2023

Les articles suivants de l'APC N° DREAL-UD11/66-C1-2022-068 du 6 janvier 2023 sont modifiés et remplacés par les prescriptions suivantes :

- **Article 1.2 : Nature des installations**

Rubrique de classement	Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime (*)
2251-B1	Préparation, conditionnement de vins A. Installations (activités rub 3642). B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 1. supérieure à 20 000 hl/ an (E) 2. Supérieure à 500 hl/ an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/ an (D)	Capacités de production maximales : 220 000 hl/an Capacité de cuverie : 337714 hl	E
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation (A)	3 Bassins de 16 250 m ² collectant les eaux de l'aire de lavage communale des machines à vendanger soumise à déclaration	A
1185	Gaz à effet de serre fluorés visés par l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés (fabrication, emploi, stockage)	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente : 623.6 kg	DC
2910	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW (A) 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	3 Chaudières au fuel Puissance thermique des installations : 5,1 MW	DC
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E) b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)	Puissance thermique évacuée maximale : 1156 KW (2 TAR de 400 kW et 756 kW)	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

- Article 1.2.3 : Consistance des installations

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- la cave viticole composée de 2 zones principales :
 - zone 1 : la zone de réception de la vendange, la zone vinification, une zone de chai extérieure et intérieure, une zone technique, les bureaux et locaux sociaux, le bâtiment de stockage, la zone de l'unité REUT;
 - zone 2 : une zone de chai extérieure et intérieure ; un caveau de vente ;
- la canalisation de transfert des effluents vers les bassins ;
- 3 bassins d'évaporation.
- Article 3.4.1 : Prétraitement des eaux usées industrielles

Le poste de prétraitement assure la décantation et le tamisage des effluents à la maille de 1 mm maximum et le refoulement des effluents tamisés par au moins deux pompes.

L'ensemble est dimensionné pour faire face aux débits de pointe de la production d'effluents. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan détaillé du poste de prétraitement et de ses annexes.

L'unité REUT est composée d'un réseau d'eau indépendant permettant de retraiter les effluents composée d'un décanteur, filtre à sable, module de filtration, adoucisseur, traitement UV , osmoseur, 3 cuves dédiées de stockage des eaux traitées d'une capacité unitaire de 70 m³, 3 cuves de stockage des eaux avant traitement d'une capacité minimale unitaire 70 m³ et d'un réseau d'eau REUT dédié dans la cave.

• **Article 3.4.4 : suivi des bassins d'évaporation**

L'exploitant met en œuvre des moyens de surveillance de ses bassins pour lui permettre d'agir dans les délais suffisants pour prévenir toute fuite d'effluent que ce soit par débordement, infiltration ou érosion des digues.

Dans chaque bassin, la hauteur de la lame d'eau lue sur une échelle limnimétrique est relevée au moins une fois par mois.

Cette information est consignée sur un registre avec les informations suivantes :

- consommation totale d'eau depuis le dernier relevé,
- le volume d'effluent déversé dans chacun des bassins depuis le dernier relevé,
- la hauteur des précipitations enregistrée depuis le dernier relevé par une station météorologique installée à proximité.

Ces relevés sont accompagnés de tout commentaire utile à leur compréhension tel que les incidents survenus sur le système de traitement ou de distribution d'eau et les dispositions prises pour y remédier.

Ces registres doivent être archivés pendant une période d'au moins trois ans et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Une hauteur d'eau minimale disponible (hauteur de garde) ne pouvant être inférieure à 30 cm est maintenue en toutes circonstances au niveau du bassin.

Le volume maximum admissible d'effluents à traiter dans les 2 bassins est de 14463 m³ par an en considérant un déficit hydrique de 0,89 m³/m²/an. La capacité de traitement est actualisée en fonc-

tion du déficit hydrique moyen des années précédentes, ces éléments techniques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une solution alternative pour le traitement des effluents doit être prévue par l'exploitant et mise en œuvre afin d'empêcher le dépassement de ces niveaux, y compris en cas d'évènement pluviométrique exceptionnel. En cas de capacité épuratoire insuffisante du bassin, l'exploitant devra prendre des dispositions pour traiter ses effluents en externe par une filière autorisée. Tout autre mode de traitement des effluents devra faire l'objet à minima d'un porter à connaissance auprès du service en charge de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Montpellier :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aude pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le Directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, en charge de l'inspection des installations classées, le Directeur de l'Agence régionale de santé d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire d'Argeliers et à la société SCAV La Languedocienne et ses Vignerons, 10 Av Pierre de Coubertin, 11200 Argeliers.

Fait à Carcassonne, le **04 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale empêchée
Le sous-préfet chargé de la suppléance

Rémi RÉCIO

